



Rentrée 2025

Une reprise sur les chapeaux de roues : le SNUDI-FO 89 est prêt pour la bagarre !

Comme chaque année, la rentrée 2025 sera le théâtre d'une nouvelle dégradation des conditions de travail et d'apprentissage dans nos écoles.

Au vu des postes supprimés, des fermetures de classes, du manque toujours plus pesant de personnels (AESH, RASED, santé scolaire...) et de places dans les structures spécialisées, au vu des droits revus toujours à la baisse (mutations, temps partiels, formation...), du recrutement statutaire insuffisant, de la contractualisation du métier, des salaires gelés, des mesures de déréglementation ou de mise au pas... ce ne sera en rien une surprise.

La mobilisation contre les mesures de carte scolaire a battu son plein l'an dernier et en particulier par le biais des comités de défense de l'École (réunissant enseignants, parents, élus...) auxquels le SNUDI-FO 89 a pleinement participé. Mais malgré les avancées arrachées par la mobilisation et l'annulation de nombreuses fermetures de classes, le budget Bayrou - censé « préserver l'Éducation » pour se maintenir en place – imposé par la force à grand coups de 49-3, entraîne une énième dégradation des moyens pour l'École, déjà à bout.

L'Éducation paie encore un lourd tribut sur l'autel des économies de guerre ou du renflouement des caisses du grand patronat ! L'école est à bout de souffle : on touche le fond, et on creuse encore.

Pire que cela, le gouvernement, par la voix de son premier ministre, a fait l'annonce d'une nouvelle saignée dans les dépenses de l'État avec près de 44 milliards d'économies sur le dos des travailleurs, des services publics, des malades, des plus précaires : suppression de jours fériés et travail gratuit, nouveaux jours de carence, baisse de la prise en charge des ALD et des remboursements médicaux, remise en cause des droits sociaux, gel des salaires et des pensions, poursuite de la casse des services publics, maintien de la réforme des retraites... La politique de Macron perdure : le chaos se poursuit et s'aggrave.

Ce budget d'austérité est une honte : nous le rejetons de toutes nos forces.

L'intersyndicale nationale a annoncé clairement son refus de ces mesures, notamment par une pétition largement signée. Une réunion des confédérations est prévue le 1er septembre pour évoquer les modalités d'action.

Pour le SNUDI-FO 89, il ne fait aucun doute que ces modalités d'actions ne doivent pas se résumer à des journées saute-mouton qui permettent certes d'exprimer un mécontentement, mais en aucun cas de créer les conditions pour bousculer suffisamment le gouvernement et entrevoir la perspective d'une victoire.

Il est donc grand temps de dépasser ce mode d'action et de considérer sérieusement les moyens de contraindre le gouvernement et de l'emporter : par le blocage, en particulier par la grève massive et sa reconduction jusqu'à satisfaction !

La confédération FO et la Fédération FO de l'Enseignement (la FNEC-FP FO) ont déposé des préavis de grève qui couvrent tous les salariées et les personnels, sur toute la période à partir de la rentrée : emparons-nous en, discutons-en partout ! Réunissons-nous et profitons des réunions de pré-rentrée pour évoquer entre collègues la nécessité d'agir massivement pour les faire reculer !

Il ne nous a pas échappé, par ailleurs, qu'un mouvement citoyen spontané, basé sur les mêmes revendications que les nôtres, est en train de se construire autour de la date du 10 septembre et appelant à bloquer le pays à partir de cette date.

Pour le SNUDI-FO 89 il n'est pas question de regarder passer le train, comme cela a pu être fait par certains par le passé, sous prétexte que l'initiative ne serait pas d'origine syndicale. Ce fut une erreur à ne pas commettre à nouveau : il s'agit donc, dès à présent de s'en emparer !

Nous proposons donc à toutes et tous de rejoindre la mobilisation à partir du 10 septembre : auprès de l'intersyndicale mais également auprès des collègues, avec les parents, dans les comités de défense des écoles... partout !

Créons les conditions pour faire reculer le gouvernement, pour le contraindre à abandonner ses projets de budget de misère, pour imposer les moyens nécessaires pour l'école, pour les services publics, pour nos salaires, pour la sécu, pour nos retraites... et pas pour la guerre !

MOBILISONS-NOUS le 10 SEPTEMBRE, puis le 11, le 12... notamment par la grève.

Discutons et décidons collectivement des moyens pour l'emporter !